

Art. 18. L'article 93, 1°, du décret du 10 mars 2006 portant adaptations décrétales en matière d'aménagement du territoire et du patrimoine immobilier suite à la politique administrative, entre en vigueur à la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 septembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,

D. VAN MECHELEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 4023

[C - 2008/29570]

24 OCTOBRE 2008. — Décret déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « Réglementations sectorielles » : les décrets et arrêtés de la Communauté française relatifs aux secteurs d'activités repris dans le présent article;

2° « Le Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française de Belgique;

3° « L'Administration » : les services du Gouvernement concernés par les secteurs d'activités repris dans le présent article;

4° « Education permanente » : le secteur d'activités réglementé par le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;

5° « Centre culturel » : le secteur d'activités réglementé par le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels;

6° « Centre de jeunes » : le secteur d'activités réglementé par le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;

7° « Organisations de jeunesse » : le secteur d'activités réglementé par le décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

8° « Fédérations sportives » : le secteur d'activités réglementé par le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française et le décret du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones;

9° « Lecture publique » : le secteur d'activités réglementé par le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture en ce qu'il vise les filiales et les dépôts;

10° « Télévisions locales et fédération des télévisions locales » : le secteur d'activités réglementé par le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion;

11° « Ateliers de production et d'accueil » : le secteur d'activités réglementé par l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;

12° « La Médiathèque » : la Médiathèque de la Communauté française de Belgique ASBL agréée par l'arrêté royal du 7 avril 1971 fixant les conditions d'octroi de subventions à la Médiathèque francophone de Belgique et les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes régionaux et locaux assurant le prêt de moyens audiovisuels au service de l'éducation permanente»;

13° « Sous-commission paritaire 329.02 » : la sous-commission paritaire pour le secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne instituée par l'arrêté royal du 21 septembre 2004 «instituant des sous-commissions paritaires pour le secteur socioculturel et fixant leur dénomination et leur compétence»;

14° « Classification de fonctions » : la classification des fonctions telle que visée par la convention collective du 15 décembre 2003 définissant les classifications de fonctions pour certains secteurs de la Commission paritaire pour le secteur culturel dépendant de la Communauté française;

15° « Equivalent temps plein » : fraction d'occupation d'un travailleur sur une base hebdomadaire et par rapport à une occupation à temps plein dans l'association.

TITRE II. — *Champ d'application*

Art. 2. Les secteurs d'activités visés par le décret sont :

- 1° L'éducation permanente;
- 2° Les centres culturels;
- 3° Les centres de jeunes;
- 4° Les organisations de jeunesse;
- 5° Les fédérations sportives;
- 6° La lecture publique;
- 7° Les télévisions locales et la fédération des télévisions locales;
- 8° Les ateliers de production et d'accueil et l'atelier de création radiophonique;
- 9° La Médiathèque;
- 10° Tout secteur pour lequel une réglementation de subvention à l'emploi prévoyant l'application du décret serait organisée.

Art. 3. Pour bénéficier des subventions prévues aux articles 4 et 5, une association doit être préalablement reconnue ou agréée par la Communauté française selon les modalités prévues à cet effet par les réglementations sectorielles, dans un des secteurs d'activités visés à l'article 2.

TITRE III. — *Des Subventions*CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 4. Aux conditions du présent décret, le Gouvernement alloue aux associations relevant des secteurs d'activités visés à l'article 2, 1° à 8° et 10° une subvention annuelle à l'emploi.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} comprend :

- 1° Une somme calculée en référence au nombre de points accordés en vertu des articles 16, § 1^{er} et 17,1°;
- 2° Une indemnité forfaitaire en vertu des articles 16, § 2 et 17, 2°;
- 3° Le cas échéant, une somme annuelle supplémentaire fixée en vertu de l'article 18.

Art. 5. La Médiathèque bénéficie d'une subvention annuelle faisant l'objet de modalités particulières arrêtées par le Gouvernement.

Art. 6. Le Gouvernement alloue annuellement une subvention à une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, composée de représentants des organisations représentatives des travailleurs spécialement reconnue par le Gouvernement à cette fin, et ce à titre de remboursement de la prime syndicale. Cette subvention est calculée sur la base du montant de la prime syndicale pratiquée dans la fonction publique de la Communauté française, multiplié par le nombre d'affiliés à une organisation représentative des travailleurs relevant de la sous-commission paritaire 329.02 et effectivement occupés dans une association reconnue par la Communauté française dans l'un des secteurs d'activités visés à l'article 1^{er} l'année précédant celle de la liquidation de la subvention.

Le Gouvernement arrête le montant total de la subvention annuelle allouée en application du présent article et en fixe les modalités de liquidation et de justification.

Art. 7. Le Gouvernement alloue annuellement une subvention à une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, regroupant les fédérations d'employeurs des secteurs visés à l'article 2 spécialement reconnue par le Gouvernement à cette fin et ce afin d'informer et de soutenir les associations dans leurs obligations découlant de l'application :

- 1° Du présent décret;
- 2° Du décret du 12 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française;
- 3° Des réglementations émanant de la Commission paritaire 329 du secteur socioculturel et de ses sous-commissions.

Le Gouvernement arrête le montant de la subvention annuelle allouée en application du présent article et en fixe les modalités de liquidation et de justification.

Art. 8. Les subventions visées aux articles 4, 5, 6 et 7 sont octroyées pour une année civile.

Pour les organisations de jeunesse, la partie de subvention visée à l'article 4 émanant du budget sectoriel concernant l'emploi visé à l'article 9, 1° est octroyée sur base de la période prévue dans la réglementation sectorielle.

CHAPITRE II. — *Conditions d'octroi*

Art. 9. Aux conditions fixées aux articles 10, 11 et 12, sont pris en considération pour l'application du présent décret :

1° Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'emploi subventionné par la Communauté française octroyé par les réglementations sectorielles telles que modifiées par le présent décret ou par les articles 25 à 28, ci-après dénommé « permanent ».

2° L'emploi précédemment subsidié en vertu de l'application du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi, ci-après dénommé « ex-FBIE », soit :

a) Pour la Région wallonne, l'emploi dont le nombre est arrêté au 31 décembre 2003, visé dans le décret régional wallon du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, modifié par l'arrêté du 19 décembre 2002;

b) Pour la Région de Bruxelles-Capitale, l'emploi dont le nombre est arrêté au 31 décembre 2003, prévu dans la convention n° 180 du 21 janvier 2004, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale visant l'octroi de primes ACS à un ensemble d'associations relevant de secteurs d'activités réglementés par les Communautés;

3° L'emploi pris en compte dans le cadastre établi le 31 janvier 2005, ci-après dénommé « emploi donnant lieu à une subvention supplémentaire ».

Le Gouvernement peut décider de prendre en compte un autre cadastre des emplois répondant aux conditions fixées par le présent décret.

Sont exclus de l'alinéa 1^{er} :

a) L'emploi dont la durée hebdomadaire de travail convenu dans le contrat de travail est inférieure à celle fixée à l'article 11*bis*, alinéa 5 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sauf dérogation prévue à l'article 11*bis*, alinéas 7 et 8 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

b) L'emploi octroyé et subventionné en vertu d'une reconnaissance ou d'un agrément dans le cadre d'une réglementation autre que celles visées à l'article 1^{er}.

Art. 10. Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 4, l'association :

1° Doit engager les travailleurs dans les liens d'un contrat de travail. Pour les travailleurs visés à l'article 9, 1° et 2°, il doit s'agir d'un contrat de travail d'employé;

2° Pour l'emploi visé à l'article 9, 1°, ne peut pas bénéficier, d'une ou de plusieurs autre(s) subvention(s) structurelle(s) à l'emploi émanant de pouvoirs publics, de fonds ou de dispositif(s) de subventionnement à l'emploi;

3° Pour l'emploi autre que celui visé à l'article 9, 1°, ne peut pas bénéficier, d'une ou de plusieurs autre(s) subvention(s) structurelle(s) à l'emploi émanant de pouvoirs publics, de fonds ou de dispositif(s) de subventionnement à l'emploi qui, additionnée(s) à la subvention visée par le présent décret, dépasse(nt) les charges admissibles telles que définies à l'article 20.

Art. 11. Par dérogation à l'article 10, 1°, sont comptabilisés à l'article 9, 3°, les emplois visés par l'article 69 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, mis à disposition d'une association par un groupement Maribel social créé avant le 31 décembre 2003 pour autant que :

- Le travailleur relève du Maribel social du secteur socioculturel;
- Le groupement concerné relève de la commission paritaire pour le secteur socioculturel;
- Le travailleur soit mis à disposition d'une association reconnue en vertu de la réglementation sectorielle.

Art. 12. § 1^{er}. L'emploi visé à l'article 9 doit, pour la part du temps de travail exprimé en équivalent temps plein pour laquelle la subvention est octroyée par le présent décret, être affecté exclusivement aux missions pour lesquelles l'association est reconnue ou agréée par la Communauté française.

L'emploi visé à l'article 9, 1°, doit être classé dans une des fonctions liées à l'objet social telles que décrites dans la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant les classifications de fonctions pour certains secteurs de la Commission paritaire pour le secteur culturel dépendant de la Communauté française ou dans une fonction de :

- De directeur;
- Ou de rédacteur en chef en télévision locale;
- Ou de responsable technique en télévision locale;
- Ou dans une fonction d'informaticien chargé de la gestion des bases de données, des réseaux informatiques, des espaces publics numériques et de la formation aux technologies de l'information et de la communication dans le secteur de la lecture publique.

Ces emplois sont classés au minimum à l'échelon 4.1.

L'emploi visé à l'article 9, 2°, doit être classé dans une des fonctions liées à l'objet social ou des fonctions logistiques d'administration telles que décrites dans la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant les classifications de fonctions pour certains secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté française ou dans une fonction :

- De directeur;
- Ou de rédacteur en chef en télévision locale;
- Ou de responsable technique en télévision locale.

Ces emplois sont classés au minimum à l'échelon 3.

Le Gouvernement peut modifier la liste des fonctions visées aux alinéas 2 et 3 en fonction de l'évolution de la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant les classifications de fonctions pour certains secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté française.

§ 2.A titre dérogatoire et concernant les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail au 31 décembre 2007, pour l'emploi visé à l'article 9, 1° et 2°, l'association qui ne satisfait pas aux conditions de classement d'échelon barémique prévu au § 1^{er}, alinéas 2 et 3 peut le maintenir jusqu'au terme du contrat de travail du travailleur concerné dans la mesure où la fonction n'a pas évolué.

A titre dérogatoire, les associations qui bénéficient de plus d'un emploi équivalent temps plein visé à l'article 9, 1° et 2° peuvent classer au maximum 1/3 de ces emplois respectivement sur les échelons 3 et 2 pour une durée maximum de trois ans à la condition que ce niveau de classement corresponde effectivement à la fonction prestée par le travailleur et que celui-ci soit engagé dans un processus de formation qualifiant lui permettant d'accéder respectivement aux échelons 4.1. et 3.

Art. 13. Pour bénéficier de la subvention, l'association est tenue de respecter, pour les emplois subventionnés en application du présent décret, les barèmes fixés dans la (ou les) convention (s) collective(s) de travail de la sous-commission paritaire n° 329.02 relative aux barèmes des secteurs relevant de la Communauté française.

Faute de convention collective au sein de la sous-commission paritaire n° 329.02, pour les emplois subventionnés en application du présent décret, l'association est tenue d'appliquer en 2009, un minimum de 93,25 % des barèmes à 100 % tels que repris à l'annexe 2 de la convention collective du 16 septembre 2002, conclue au sein de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel, définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion socioprofessionnelle, les Centres régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de Réadaptation professionnelle agréés par l'Agence wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

Si elle n'émerge pas à ladite sous-commission, l'association est tenue d'appliquer au minimum les références barémiques visées aux alinéas 1^{er} et 2 pour les emplois subventionnés en vertu de l'article 9, 1^o et 2^o.

CHAPITRE III. — *Modalités d'octroi*

Section 1^{re}. — Des dispositions générales

Art. 14. Au 1^{er} janvier 2008, un point vaut 2.959,75 €. La valeur d'un point est indexée annuellement suivant l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française (indice santé) et ce, pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 2009.

A partir de 2010, le Gouvernement peut augmenter la valeur du point visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 15. Si l'association est mise en liquidation judiciaire, tombe en déconfiture, décide de sa dissolution ou se voit retirer son agrément ou sa reconnaissance en application de la réglementation sectorielle, elle maintient, en qualité d'employeur, ses droits à la subvention à la seule fin de couvrir les indemnités de rupture et/ou les préavis des contrats de travail en cours s'ils sont conformes à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, et ce pour une durée de six mois maximum, sans préjudice des dispositions plus favorables qui seraient prévues par les réglementations sectorielles.

La période de 6 mois prend cours selon le cas à dater de la décision judiciaire, de la décision de l'assemblée générale ou de celle du Ministre.

Section II. — Des permanents

Art. 16. § 1^{er}. A l'exclusion des fédérations sportives et sans préjudice des dispositions plus favorables prévues par les réglementations sectorielles, l'association bénéficie, par emploi équivalent temps plein visé à l'article 9, 1^o :

1^o En 2008, de 10 points et de 2,5 points complémentaires permanents;

2^o Dès 2009, de 10 points et de 4,75 points complémentaires permanents.

A partir de 2010, le Gouvernement peut augmenter, par équivalent temps plein, le nombre de points complémentaires permanents.

§ 2. Par emploi équivalent temps plein visé à l'article 9, 1^o, l'association bénéficie d'une indemnité forfaitaire d'au moins 162,83 € à titre d'intervention dans les dépenses de secrétariat social.

Cette indemnité est indexée selon les modalités prévues à l'article 14, alinéa 2 et ce, à partir du 1^{er} janvier 2009.

Les fédérations sportives conservent l'indemnité forfaitaire visée au § 2, alinéa 1^{er} pour les emplois qui en bénéficiaient au 31 décembre 2007.

Section III. — Des Ex-FBIE

Art. 17. L'association bénéficie, par emploi équivalent temps plein, visé à l'article 9, 2^o :

1^o D'1 point.

2^o D'une indemnité forfaitaire d'au moins 162,83 € à titre d'intervention dans les dépenses de secrétariat social.

Cette indemnité est indexée selon les modalités prévues à l'article 14, alinéa 2 et ce, à partir du 1^{er} janvier 2009.

Section IV. — De l'emploi donnant droit à une subvention supplémentaire

Art. 18. L'association bénéficie, par emploi équivalent temps plein visé à l'article 9, 3^o :

1^o En 2008, au moins de 1,271 points;

2^o Dès 2009, au moins de 1,293 points.

Le Gouvernement peut augmenter, par équivalent temps plein, le nombre de points attribués.

CHAPITRE IV. — *Des modalités de liquidation et de justification*

Art. 19. § 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier de chaque année et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement liquide la subvention visée à l'article 4 en deux tranches :

1^o La première tranche équivalente à 85 % est liquidée pour le 31 mars de la même année au plus tard.

2^o Après vérification du dossier justificatif de l'année précédente, la seconde tranche, soit 15 %, est versée aux associations pour le 15 décembre de la même année.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la première année de l'application du décret, la subvention visée à l'article 4 est versée aux associations au plus tard pour le 15 décembre.

§ 2. Le Gouvernement fournit à l'association un décompte des subventions octroyées lors la liquidation de chaque tranche.

Art. 20. La subvention visée à l'article 4 est justifiée par les charges admissibles définies comme suit :

1^o La rémunération annuelle brute telle que mentionnée et identifiée par l'Office National de la Sécurité Sociale dans le cadre de la déclaration multifonctionnelle sous les codes de rémunération 1, 7, 11 et 12;

2^o Le salaire garanti non soumis aux cotisations de sécurité sociale à charge de l'employeur et due en application de la convention collective de travail n^o 12bis et 13bis du 26 février 1979;

3^o L'éventuelle prime de fin d'année;

4^o Le double pécule de vacances des employés dû en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971;

5^o Les cotisations de sécurité sociale à charge de l'employeur 1^o et 3^o, en ce compris la cotisation annuelle destinée au régime de vacances annuelles des travailleurs manuels;

6^o L'intervention patronale dans les frais de déplacement du domicile au lieu de travail due en vertu de conventions collectives conclues au sein du Conseil National du Travail et/ou de la Commission paritaire 329 pour le secteur socio-culturel et ses sous-commissions compétentes pour les secteurs visés à l'article 2;

7^o L'assurance contre les accidents de travail à souscrire par l'employeur en vertu de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

8° Les frais de secrétariat social à concurrence du montant fixé aux articles 16, § 2 et 17, 2°.

Le Gouvernement peut actualiser la liste des charges admissibles visées à l'alinéa 1^{er} ou étendre celles-ci à des éléments similaires à ceux énoncés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 21. La subvention visée à l'article 4 octroyée pour une année est justifiée par les dépenses afférentes à la même année.

Pour les organisations de jeunesse, la partie de subvention émanant du budget sectoriel concernant les permanents est justifiée sur base de la période prévue dans la réglementation sectorielle.

Le nombre d'emplois visé à l'article 9, 1° est justifié sur une année complète. En cas d'occupation partielle, la subvention visée à l'article 16, § 1^{er} est due en fonction du calcul du pourcentage d'occupation par référence à un équivalent temps plein tel que déterminé par l'Office National de la Sécurité Sociale et explicité à l'article 2, 2°, g), de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du titre IV de la loi programme du 24 décembre 2002 (I) visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale.

Art. 22. L'association justifie d'abord la part de subvention octroyée pour l'emploi visé à l'article 9, 1° par les charges admissibles relatives au même emploi. L'association justifie au minimum 10 points par permanent équivalent temps plein. Le solde éventuel est additionné aux parts de subvention octroyées pour l'emploi visé à l'article 9, 2° et 3°.

L'association justifie ensuite la somme ainsi obtenue par :

1° Le solde éventuel des charges admissibles relatives à l'emploi visé à l'article 9, 1°;

2° Les charges admissibles relatives à l'emploi autre que celui visé à l'article 9, 1°, pour le nombre d'équivalents temps plein cadastré au 31 janvier 2005 et répondant aux conditions du décret, déduction faite des subventions structurelles à l'emploi émanant de pouvoirs publics, de fonds ou de dispositifs de subventionnement à l'emploi affectée(s) à ces emplois.

Au cas où l'association ne justifie pas l'utilisation de la subvention, l'Administration procède à la récupération des montants non justifiés par déduction sur les subsides de l'année en cours.

Le cas échéant, ces montants seront affectés pour l'augmentation du nombre de points visés à l'article 18.

Art. 23. L'association communique au Gouvernement au plus tard le 31 mai de l'année qui suit l'année pendant laquelle elle bénéficie de la subvention, les éléments repris aux articles 20, 21 et 22.

Pour les organisations de jeunesse, l'association est tenue de communiquer ces éléments pour le 30 septembre au plus tard.

Le Gouvernement fixe le modèle du dossier justificatif.

CHAPITRE V. — *Du contrôle du respect des conditions prévues par le décret*

Art. 24. Selon des modalités fixées par le Gouvernement, l'association fournit chaque année la preuve qu'elle respecte les conditions fixées par le décret, au plus tard le 31 mai de l'année qui suit l'année pendant laquelle elle bénéficie de subventions en application du décret.

TITRE IV. — *Des Dispositions particulières*

Art. 25. Dans le secteur de la lecture publique, pour les réseaux constitués de bibliothèques de droit public et de droit privé, les emplois pris en compte en vertu de l'article 9 sont limités à l'emploi occupé dans les bibliothèques de droit privé tel que prévu dans leur convention.

Pour les bibliothèques bénéficiant d'un contrat-programme en vertu d'un projet-pilote, les emplois pris en compte en vertu de l'article 9 sont limités à l'emploi occupé dans les bibliothèques de droit privé tel que prévu dans leur convention.

Pour les Fédérations de bibliothèques reconnues en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 décembre 1997 relatif aux associations professionnelles de bibliothécaires et de bibliothèques, les emplois pris en compte en vertu de l'article 9, 3° sont ceux effectuant leurs prestations dans les bibliothèques affiliées.

Art. 26. Chaque télévision locale bénéficie d'au moins un emploi équivalent temps plein visé à l'article 9, 1°.

Les télévisions locales conservent au moins le montant global des subventions visées à l'article 9, 1° dont elles bénéficiaient au 31 décembre 2007.

La fédération des télévisions locales bénéficie d'un emploi équivalent temps plein visé à l'article 9, 1° et des subventions pour les emplois visés à l'article 9, 2° et 3°.

Art. 27. A partir du 1^{er} janvier 2008, le nombre de permanents par télévision locale reconnue à cette même date est déterminé comme suit :

- Antenne Centre : 1;
- Canal C : 1;
- Canal Zoom : 2;
- No Télé : 7;
- RTC : 3;
- Télé MB : 1;
- Téléambre : 1;
- Télévesdre : 1;
- TV Com : 1;
- Ma Télé(Vidéoscope) : 1;
- TV Lux : 1;
- Télé Bruxelles : 2.

Art. 28. Chaque atelier de production et d'accueil reconnu et l'atelier de création radiophonique bénéficie d'un emploi équivalent temps plein visé à l'article 9, 1^{er}, à partir du 1^{er} juillet 2008.

TITRE V. — *Mesures modificatives et abrogatoires*

Art. 29. L'article 8, 1^o, du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o pour les bibliothèques publiques créées par les communes, les provinces, les associations de communes et provinces, les agglomérations ou fédérations de communes, la Commission communautaire française et reconnues par la Communauté française, des subventions forfaitaires dont il fixe le nombre et le montant selon des critères qu'il détermine au titre d'intervention dans la rémunération du personnel technique et dirigeant.

Pour les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques, des permanents dont il fixe le nombre et pour lesquels les associations et fondations concernées bénéficient des subventions selon les modalités prévues par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. ».

Art. 30. Dans l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa 1^{er}, les termes «aux bibliothèques publiques locales, principales, centrales, spéciales et itinérantes reconnues» sont remplacés par «aux bibliothèques publiques créées par les communes, les provinces, les associations de communes et provinces, les agglomérations ou fédérations de communes, la Commission communautaire française et reconnues par la Communauté française »

2^o Est ajouté un alinéa 4, libellé comme suit : « Pour les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques, le Ministre accorde des permanents dont le nombre est prévu par les articles 47, 50, 51, 52, 53 et pour lesquels les associations et fondations concernées bénéficient des subventions selon les modalités prévues par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socio-culturels de la Communauté française. Le Ministre accorde un nombre égal de subventions forfaitaires de fonctionnement dont le montant est fixé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 31. L'article 44, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les bibliothèques publiques créées par les communes, les provinces, les associations de communes et provinces, les agglomérations ou fédérations de communes, la Commission communautaire française et reconnues par la Communauté française, lorsque le pouvoir organisateur ne contribue qu'en partie à la charge salariale du personnel, tel que défini à l'article 40, § 1^{er}, les subventions forfaitaires au titre d'intervention dans la rémunération du personnel technique et dirigeant ne peuvent excéder les dépenses réellement consenties par le pouvoir organisateur, quel que soit le nombre de membres de ce personnel. »

Art. 32. L'article 7, alinéa 2 du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant, les modalités d'octroi, de liquidation et de justification de la subvention annuelle visée à l'alinéa 1^{er} sont fixés en vertu du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ».

Art. 33. Dans l'article 8, § 2, 1^o du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, les termes «le décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socio-culturel et portant des dispositions diverses» sont remplacés par les termes «le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socio-culturels de la Communauté française ».

Art. 34. Les articles 7, 2^o, et les articles 8 et 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes sont abrogés.

Art. 35. A l'article 10, alinéa 2, du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le point 2 est remplacé par «d'employer du personnel dont un pourcentage, fixé par le Gouvernement, est du personnel d'animation ayant les compétences reconnues conformément aux dispositions prises par le Gouvernement, pour remplir les missions fixées par le présent décret et permettant d'assurer la mise en œuvre de leur contrat-programme.

2^o Le point 3 est supprimé.

Art. 36. L'article 27bis du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27bis. Les centres culturels reconnus au sens du présent décret bénéficient de subventions à l'emploi conformément au décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, dont la subvention visée à l'article 16 pour un permanent animateur-directeur.

Lorsque l'animateur-directeur est mis à disposition par la commune en vertu de l'article 26, les centres culturels reconnus ne bénéficient pas de la subvention pour l'emploi visé à l'article 9, 1^o »

Art. 37. Dans l'article 44 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'informations des jeunes, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, le littéra a) est remplacé par la disposition suivante :

« a) quel que soit le niveau dans lequel le plan d'action quadriennal est agréé, d'une subvention pour un permanent équivalent temps plein telle que prévue dans le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socio-culturels de la Communauté française »;

2° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, le littera *f*) est remplacé par la disposition suivante : « *f*) le cas échéant, d'une subvention pour un permanent équivalent temps plein supplémentaire telle que prévue dans le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socio-culturels de la Communauté française »;

3° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, le littera *g*) est remplacé par la disposition suivante : « *g*) le cas échéant, d'une subvention pour un autre permanent équivalent temps plein telle que fixée par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socio-culturels de la Communauté française »;

4° Au 2°, le littera *a*) est remplacé par la disposition suivante : « *a*) d'une subvention pour un permanent mi-temps telle que fixée par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socio-culturels de la Communauté française ».

Art. 38. L'alinéa 4 de l'article 49, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'informations des jeunes est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant, les modalités d'octroi, de liquidation et de justification des subventions visées à l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, a), f), g) et 2° a) sont fixées par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socio-culturels de la Communauté française ».

Art. 39. Les articles 9 à 15 du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *Section 1^{re}.* — Des subventions aux associations reconnues à durée indéterminée.

Art. 9. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue à toute association reconnue :

1° Un subside forfaitaire annuel d'activités, lié à la présentation, par l'association, d'un projet pluriannuel d'une durée de cinq ans correspondant à l'axe d'action ou aux axes d'action couvert(s) par l'association;

2° Un subside forfaitaire annuel de fonctionnement;

3° Si l'association a un champ d'action qui couvre au moins une province ou une région dont le nombre d'habitants est au moins équivalent à un nombre arrêté par le Gouvernement, un subside forfaitaire annuel à l'emploi.

Art. 10. § 1^{er}. Le montant des subsides visés à l'article 9, 1°, se calcule en attribuant à l'association un nombre forfaitaire de points activités qui varie en fonction de la catégorie dans laquelle l'association est inscrite.

Le Gouvernement arrête la valeur du point activités.

En outre, il détermine les critères quantitatifs et qualitatifs permettant d'accéder à chacune de ces catégories. Ces critères sont fonction des éléments visés à l'article 3, 1°, alinéa 5, à l'article 3, 2°, alinéa 5, à l'article 3, 3°, alinéa 7, et à l'article 3, 4°, alinéa 4.

Les catégories sont les suivantes :

1° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4, dans le cadre de l'axe 1 :

1° Pour les associations dont l'impact territorial des activités se réalise sur un territoire dont le nombre minimum d'habitants est arrêté par le Gouvernement, avec un minimum de 50 000 habitants ou, pour les régions de moins de 75 habitants par kilomètre carré, sur le territoire d'au moins six communes, quatre catégories de forfaits sont créées :

a) 10 points activités;

b) 15 points activités;

c) 20 points activités;

d) 25 points activités.

2° Pour les associations dont l'impact territorial des activités se réalise sur l'ensemble du territoire de la Communauté française, trois catégories de forfaits sont créées :

a) 25 points activités;

b) 35 points activités;

c) 60 points activités.

2° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 5 dans le cadre de l'axe 1 :

1° Pour les associations fédérant de trois à cinq associations dépendantes, trois catégories de forfaits sont créées :

a) 70 points activités;

b) 95 points activités;

c) 120 points activités.

2° Pour les associations fédérant de six à huit associations dépendantes, trois catégories de forfaits sont créées :

a) 145 points activités;

b) 170 points activités;

c) 195 points activités.

3° Pour les associations fédérant neuf associations dépendantes et plus, trois catégories de forfaits sont créées :

a) 220 points activités;

b) 245 points activités;

c) 270 points activités.

3° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 ou de l'article 5 dans le cadre de l'axe 2, trois catégories de forfaits sont créées :

a) 15 points activités;

b) 30 points activités;

c) 45 points activités.

4° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 ou de l'article 5 dans le cadre de l'axe 3, deux catégories de forfaits sont créées :

- a) 20 points activités;
- b) 30 points activités.

5° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 ou de l'article 5 dans le cadre de l'axe 4, une catégorie de forfait est créée : 20 points activités.

6° Pour les associations reconnues dans le cadre de plusieurs axes, les différentes catégories de forfaits qu'elles proméritaient s'additionnent pour le calcul du forfait visé à l'article 9, 1°.

§ 2. Par exception au § 1^{er}, pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 dans le cadre de l'axe 1 visé à l'article 3, et dont l'impact territorial des activités est la Commune, le village ou le quartier, le Gouvernement arrête trois catégories de forfaits. Il arrête les critères quantitatifs et qualitatifs permettant d'accéder à chacune de ces catégories. Ces critères sont fonction des éléments visés à l'article 3, 1°, alinéa 5.

§ 3. Les subventions allouées par la Communauté française en vertu de l'article 9, 1°, le sont en exécution d'un contrat-programme d'une durée de cinq ans. Le Gouvernement fixe, sur proposition du Conseil, le modèle-type de ce contrat-programme.

Celui-ci prévoit au moins :

- Le contenu du projet pluriannuel soumis par l'association, à savoir le plan stratégique global de l'association se déclinant en objectifs et moyens mis en œuvre;

- Le rappel des montants alloués à l'association et liés à sa reconnaissance en vertu du présent décret;

- Les modalités et la procédure de révision du contrat-programme;

- Les modalités et la procédure de contrôle et d'évaluation de l'exécution du contrat-programme.

Les modalités et la procédure d'évaluation du contrat-programme sont arrêtées par le Gouvernement conformément au chapitre IV du décret.

Art. 11. Le montant des subsides visés à l'article 9, 2°, se calcule comme suit :

1° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 dans le cadre de l'axe 1 visé à l'article 3, et dont l'impact territorial des activités est la Commune, le village ou le quartier, le Gouvernement arrête trois catégories de forfaits. Il arrête les critères quantitatifs et qualitatifs permettant d'accéder à chacune de ces catégories. Ces critères sont fonction des éléments visés à l'article 3, 1°, alinéa 5.

2° Pour toutes les autres associations reconnues en vertu de l'article 4 ou de l'article 5, le forfait, plafonné à 105.083,25 €, équivaut à 50 % de la valeur du forfait fixée à l'article 10.

Art. 12. § 1^{er} Le subside visé à l'article 9, 3°, se calcule en attribuant à l'association un nombre de permanents qui varie en fonction du nombre total de points activités attribué en vertu de l'article 10.

Par emploi équivalent temps plein, l'association bénéficie de 10 points emploi permanent et de 8 points complémentaires permanent.

Les associations reconnues en vertu du présent décret dans l'une des catégories visées à l'article 10 bénéficiant au 31 décembre 2007 d'un subside forfaitaire à l'emploi plus favorable continuent à en bénéficier.

Le montant, les modalités d'octroi, de liquidation et de justification de la subvention sont fixés par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Le nombre de permanents est déterminé comme suit :

- Pour 10 et 15 points activités : 0,50 ETP permanent;
- Pour 20 et 25 points activités : 1,00 ETP permanent;
- Pour 30 et 35 points activités : 1,50 ETP permanents;
- Pour 40 points activités : 2,00 ETP permanents;
- Pour 45 et 50 points activités : 2,50 ETP permanents;
- Pour 50 et 55 points activités : 3,00 ETP permanents;
- Pour 65 et 70 points activités : 3,50 ETP permanents;
- Pour 75 et 80 points activités : 4,00 ETP permanents;
- Pour 90 points activités : 5,00 ETP permanents;
- Pour 105 points activités : 5,50 ETP permanents;
- Pour 110 et 115 points activités : 6,00 ETP permanents;
- Pour 120 et 125 points activités : 6,50 ETP permanents;
- Pour 130 points activités : 7,00 ETP permanents;
- Pour 135 et 140 points activités : 7,50 ETP permanents;
- Pour 145 et 150 points activités : 8,00 ETP permanents;
- Pour 155 et 160 points activités : 8,50 ETP permanents;
- Pour 165 et 170 points activités : 9,00 ETP permanents;
- Pour 175 points activités : 9,50 ETP permanents;
- Pour 180 et 185 points activités : 10,00 ETP permanents;
- Pour 190 et 195 points activités : 10,50 ETP permanents;
- Pour 200 et 205 points activités : 11,00 ETP permanents;
- Pour 210 et 215 points activités : 11,50 ETP permanents;
- Pour 220 points activités : 12,00 ETP permanents;
- Pour 225 et 230 points activités : 12,50 ETP permanents;
- Pour 235 et 240 points activités : 13,00 ETP permanents;
- Pour 245 et 250 points activités : 13,50 ETP permanents;
- Pour 255 et 260 points activités : 14,00 ETP permanents;
- Pour 265 points activités : 14,50 ETP permanents;
- Pour 270 et 275 points activités : 15,00 ETP permanents;

- Pour 280 et 285 points activités : 15,50 ETP permanents;
- Pour 290 et 295 points activités : 16,00 ETP permanents;
- Pour 300 et 305 points activités : 16,50 ETP permanents;
- Pour 310 points activités : 17,00 ETP permanents;
- Pour 315 et 320 points activités : 17,50 ETP permanents;
- Pour 325 et 330 points activités : 18,00 ETP permanents;
- Pour 335 et 340 points activités : 18,50 ETP permanents;
- Pour 345 et 350 points activités : 19,00 ETP permanents;
- Pour 355 points activités : 19,50 ETP permanents;
- Pour 360 et 365 points activités : 20,00 ETP permanents.

§ 2. Par exception au § 1^{er}, les associations visées à l'article 10, 1^o, 1), a), peuvent bénéficier d'une subvention forfaitaire aux activités spécifique d'un montant équivalent à la subvention emploi visée au § 1^{er} aux conditions suivantes :

1^o Ne pas employer de personnel rémunéré en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail;

2^o En faire la demande lors de l'introduction de la demande de reconnaissance.

Les associations qui relèvent de l'alinéa 1^{er} ne peuvent bénéficier d'aucune subvention à l'emploi.

Cette mesure est d'application au moins la première année du contrat-programme visé à l'article 10, § 3.

Si l'association souhaite renoncer au bénéfice de l'application du § 2, elle en introduit la demande trois mois au moins avant le début de l'exercice civil au cours duquel cette renonciation doit prendre effet. Toute renonciation au bénéfice du présent paragraphe est irréversible.

Pour les associations qui relèvent de l'alinéa 1^{er}, les subventions visées à l'article 9, 1^o et 2^o sont calculées sur la base du forfait activités visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. Les montants des subsides visés aux articles 9, 1^o et 2^o, 10 et 11 sont indexés annuellement suivant l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française (indice santé) et ce, pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 2009.

Art. 14. A dater du 1^{er} janvier de chaque année, et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement dispose de six mois au plus pour liquider les subventions visées à l'article 9, 1^o et 2^o.

Ces subventions sont octroyées pour une année civile.

Le Gouvernement en arrête les modalités de justification.

Section 2. — Des subventions aux associations transitoirement reconnues.

Art. 15. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue aux associations faisant l'objet d'une reconnaissance provisoire conformément à l'article 6 une subvention forfaitaire aux activités.

§ 2. Cette subvention fait l'objet d'une convention, d'une durée de deux ans maximum, renouvelable une fois, en cas de renouvellement de la reconnaissance provisoire. Elle équivaut à la subvention prévue à l'article 9, 1^o, calculée conformément à l'article 10.

§ 3. Le Gouvernement fixe, sur proposition du Conseil, le modèle-type de cette convention.

Celui-ci prévoit au moins :

- La description des activités de l'association qui font l'objet de la convention;
- Les perspectives et objectifs de développement de l'association dans le cadre des axes prévus à l'article 3 pour lesquels elle a demandé sa reconnaissance et dans le cadre des catégories déterminées par le Gouvernement;
- Les règles de liquidation des subventions suivantes : 85 % de la subvention seront liquidés lors du premier trimestre de l'année en cours; les 15 % restants seront liquidés lors du premier trimestre de l'année suivante, sur présentation de justificatifs et des comptes et bilans de l'association arrêtés au 31 décembre de l'année écoulée;
- Les modalités et la procédure de révision de la convention;
- Les modalités et la procédure de contrôle et d'évaluation de l'exécution de la convention.

§ 4. Les modalités et la procédure d'évaluation de la convention sont arrêtés par le Gouvernement conformément aux articles 20 et 21.

§ 5. Le Gouvernement arrête la proportion du budget qu'il alloue annuellement en vue de l'application du présent article. »

Art. 40. L'article 23 du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Si une association reconnue ou subventionnée en vertu du présent décret est mise en liquidation ou cesse ses activités ou ne se trouve plus dans les conditions pour conserver le bénéfice de la reconnaissance, toute reconnaissance ou subvention lui sont immédiatement retirées, à l'exception des subventions visées à l'article 9, 3^o, et ce, aux conditions fixées par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. »

Art. 41. A titre transitoire, les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques disposent jusqu'au 31 décembre 2009 pour se conformer à l'article 10, 2^o, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française.

Art. 42. Le décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses est abrogé.

Art. 43. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Une évaluation de la mise en œuvre du décret est réalisée par le Gouvernement au plus tard pour le 31 décembre 2009, après avis des partenaires sociaux.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 octobre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-président

et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—————
Note

(1) *Session 2007-2008*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 587-1. — Amendements de commission, n° 587-2. — Rapport, n° 587-3. Amendements de séance, n° 587-4.

Session 2008-2009

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 21 octobre 2008

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 4023

[C – 2008/29570]

24 OKTOBER 2008. — Decreet tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° « Sectorregelingen » : de decreten en besluiten van de Franse Gemeenschap betreffende de activiteitensectoren vermeld in dit artikel;

2° « de Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap van België;

3° « het Bestuur » : de diensten van de Regering die betrekking hebben op de activiteitensectoren vermeld in dit artikel;

4° « permanente opvoeding » : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

5° « cultureel centrum » : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de culturele centra;

6° « jongerencentrum » : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;

7° « jeugdorganisaties » : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 20 juni 1980 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;

8° « sportfederaties » : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap en het decreet van 30 maart 2007 tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen;

9° « openbare leetuurvoorziening » : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening, dat betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen die als openbare bibliotheken worden erkend, en bij het decreet van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening, dat betrekking heeft op de filialen en depots;

10° « lokale televisiezenders en federatie van lokale televisiezenders » : de activiteitensector geregeld bij het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep;

11° « productieateliers en gastateliers » : de activiteitensector geregeld bij het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2000 tot erkenning van de VZW "Atelier de création sonore et radiophonique" als onthaalstructuur inzake creatie op radio;

12° « de mediatheek » : de mediatheek van de Franse Gemeenschap van België VZW, erkend bij het koninklijk besluit van 7 april 1971 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verlenen van toelagen aan de Franstalige Mediatheek van België en van de voorwaarden voor de erkenning van en het verlenen van toelagen aan de regionale en plaatselijke instellingen die audiovisuele middelen uitleenen ter bevordering van de voortdurende scholing;

13° « paritair subcomité 329.02 » : het paritair subcomité voor de socioculturele sector van de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest, ingesteld bij het koninklijk besluit van 21 september 2004 tot oprichting van Paritaire Subcomités voor de socio-culturele sector en tot vaststelling van hun benaming en hun bevoegdheid;

14° « rangschikking van ambten » : de rangschikking van ambten zoals bedoeld bij de collectieve overeenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de rangschikking van ambten voor sommige sectoren van het paritair comité voor de culturele sector die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

15° « voltijds equivalent » : breuk van de arbeidsduur van een werknemer, berekend op weekbasis ten opzichte van een voltijdse tewerkstelling in de vereniging.

TITEL II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. De activiteitensectoren bedoeld bij dit decreet zijn :

- 1° de permanente opvoeding;
- 2° de culturele centra;
- 3° de jongerencentra;
- 4° de jeugdorganisaties;
- 5° de sportfederaties;
- 6° de openbare leatuurvoorziening;
- 7° de lokale televisiezenders en de federatie van lokale televisiezenders;
- 8° de productieateliers en de gastateliers en het atelier voor radiofonische creatie;
- 9° de Mediatheek;

10° elke sector waarvoor een regeling inzake subsidiëring van de tewerkstelling tot toepassing van het decreet zou worden georganiseerd.

Art. 3. Om de subsidies bedoeld in de artikelen 4 en 5 te kunnen genieten, moet een vereniging vooraf door de Franse Gemeenschap worden erkend volgens de daartoe door de sectorregelingen nader bepaalde regels in één van de activiteitensectoren bedoeld in artikel 2.

TITEL III. — *Subsidies*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 4. Onder de door dit decreet bepaalde voorwaarden, kent de Regering aan de verenigingen die onder de activiteitensectoren bedoeld in artikel 2, 1° tot 8° en 10° ressorteren een jaarlijkse subsidie voor de tewerkstelling toe.

De subsidie bedoeld in het eerste lid omvat :

- 1° een bedrag, berekend op grond van het aantal punten toegekend krachtens de artikelen 16, § 1 en 17, 1°;
- 2° een vaste vergoeding krachtens de artikelen 16, § 2 en 17, 2°;
- 3° in voorkomend geval, een jaarbedrag, vastgesteld krachtens artikel 18.

Art. 5. De Mediatheek geniet een jaarsubsidie die wordt toegekend volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Art. 6. De Regering keert jaarlijks een subsidie uit aan een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, samengesteld uit vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties die daartoe speciaal door de Regering werden erkend, bij wijze van terugbetaling van de vakbondspremie. Die subsidie wordt berekend op grond van het bedrag van de vakbondspremie die bij het openbaar ambt van de Franse Gemeenschap wordt gebruikt, vermenigvuldigd met het aantal aangeslotenen bij een representatieve werkgeversorganisatie ressorterend onder het paritair subcomité 329.02 die werkelijk worden tewerkgesteld in een vereniging die door de Franse Gemeenschap wordt erkend in één van de activiteitensectoren bedoeld in artikel 1 in het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de subsidie werd uitgekeerd.

De Regering stelt het totale bedrag vast van de jaarsubsidie toegekend bij toepassing van dit artikel en bepaalt de nadere regels voor de uitbetaling en de verantwoording ervan.

Art. 7. De Regering keert elk jaar een subsidie uit aan een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, die de werkgeversbonden van de in artikel 2 bedoelde sectoren bijeenbrengt, en die daartoe door de Regering speciaal werd erkend, om de verenigingen te informeren en te ondersteunen voor het nakomen van hun verbintenissen voortvloeiend uit de toepassing van :

- 1° dit decreet;
- 2° het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap;
- 3° de regelingen van het paritair comité 329 van de socioculturele sectoren en van zijn subcomités.

De Regering stelt het bedrag vast van de jaarsubsidie die wordt uitgekeerd bij toepassing van dit artikel en bepaalt de nadere regels voor de uitbetaling en de verantwoording ervan.

Art. 8. De in de artikelen 4, 5, 6 en 7 bedoeld subsidies worden voor een burgerlijk jaar toegekend.

Voor de jeugdorganisaties, wordt het deel van de subsidie bedoeld in artikel 4 dat wordt uitgetrokken op de sectorbegroting betreffende de betrekkingen bedoeld in artikel 9, 1°, toegekend op grond van de periode bepaald in de sectorregeling.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningsvoorwaarden*

Art. 9. Onder de in de artikelen 10, 11 en 12 bepaalde voorwaarden, worden voor de toepassing van dit decreet in aanmerking genomen :

1° binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde betrekkingen die worden toegekend door de sectorregelingen zoals deze gewijzigd zijn bij dit decreet of bij de artikelen 25 tot 28, hierna « permanente betrekkingen » genoemd.

2° de betrekkingen die vooraf werden gesubsidieerd in het kader van het interdepartementaal begrotingsfonds voor bevordering van de tewerkstelling, hierna « ex-IBFT » genoemd, dit zijn :

a) voor het Waalse Gewest, de betrekkingen waarvan het aantal op 31 december 2003 wordt vastgesteld, bedoeld in het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, gewijzigd bij het besluit van 19 december 2002;

b) voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de betrekkingen waarvan het aantal op 31 december 2003 wordt vastgesteld, bepaald in de overeenkomst nr. 180 van 21 januari 2004, tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van de geco-premies aan een aantal verenigingen die ressorteren onder door de Gemeenschappen geregelde activiteitensectoren;

3° de betrekkingen die in aanmerking worden genomen in het kader van de geïnformatiseerde databank die op 31 januari 2005 vastgesteld is, hierna « betrekkingen waarvoor een bijkomende subsidie kan worden toegekend » genoemd.

De Regering kan beslissen een andere geïnformatiseerde databank van de werkgelegenheid die aan de bij dit decreet vastgestelde voorwaarden voldoet, in aanmerking te nemen.

Van het eerste lid worden uitgesloten :

a) de betrekkingen waarvan de wekelijkse arbeidsduur bepaald in de arbeidsovereenkomst korter is dan deze die bepaald is in artikel 11bis, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, behoudens afwijking bepaald in artikel 11bis, 7e en 8e leden van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

b) de betrekkingen die werden toegekend en gesubsidieerd krachtens een erkenning in het kader van een andere regeling dan deze die in artikel 1 bedoeld is.

Art. 10. Om de in artikel 4 bedoelde subsidie te kunnen genieten :

1° moet de vereniging de werknemers onder arbeidsovereenkomst tewerkstellen. Voor de werknemers bedoeld in artikel 9, 1° en 2°, moet het gaan om een arbeidsovereenkomst voor bedienden;

2° voor de betrekkingen bedoeld in artikel 9, 1°, kan de vereniging niet één of meer andere structurele subsidie(s) voor de tewerkstelling genieten die door een overheid, fondsen of voorzieningen voor de subsidiëring van de tewerkstelling worden toegekend;

3° voor andere betrekkingen dan deze die bedoeld zijn in artikel 9, 1°, kan de vereniging niet één of meer andere structurele subsidie(s) genieten die door een overheid, fondsen of voorzieningen voor de subsidiëring van de tewerkstelling worden toegekend, die, opgeteld bij de bij dit decreet bedoelde subsidie, de in aanmerking komende lasten bepaald in artikel 20 overschrijdt(en).

Art. 11. In afwijking van artikel 10, 1°, worden in artikel 9, 3° de betrekkingen opgeteld die bedoeld zijn bij artikel 69 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, ter beschikking gesteld van een vereniging door een vóór 31 december 2003 opgerichte Sociale Maribel Groepering, voor zover :

- de werknemer ressorteert onder de sociale Maribel van de socioculturele sector;
- de betrokken groepering ressorteert onder het paritair comité voor de socioculturele sector;
- de werknemer ter beschikking wordt gesteld van een vereniging die erkend wordt krachtens de sectorregeling.

Art. 12. § 1. Een betrekking bedoeld in artikel 9 moet, voor het deel van de arbeidsduur die in voltijs equivalent wordt uitgedrukt en waarvoor de subsidie door dit decreet wordt toegekend, uitsluitend worden bestemd voor de opdrachten waarvoor de vereniging door de Franse Gemeenschap wordt erkend.

Een betrekking bedoeld in artikel 9, 1°, moet worden gerangschikt in één van de ambten in verband met het sociale doel zoals beschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de rangschikking van de ambten voor sommige sectoren van het paritair comité voor de socioculturele sector die onder de Franse Gemeenschap ressorteren of in een ambt van :

- directeur;
- of hoofdredacteur in een lokale televisiezender;
- of technisch verantwoordelijke in een lokale televisiezender;
- of in een ambt van informaticus belast met het beheer van de databanken, de informaticanetwerken, de digitale openbare netwerken en de opleiding tot de informatie- en communicatietechnologieën in de sector van de openbare lectuurvoorziening.

Die betrekkingen worden ten minste in trap 4.1 gerangschikt.

De betrekkingen bedoeld in artikel 9, 2°, moeten worden gerangschikt in één van de ambten in verband met het sociale doel of in logistieke ambten van bestuur zoals beschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de rangschikking van de ambten voor sommige sectoren van het paritair comité voor de socioculturele sector die onder de Franse Gemeenschap ressorteren of in een ambt van :

- directeur;
- of hoofdredacteur in een lokale televisiezender;
- of technisch verantwoordelijke in een lokale televisiezender;

Die betrekkingen worden ten minste in trap 3 gerangschikt.

De Regering kan de lijst van de ambten bedoeld in de tweede en derde leden wijzigen op grond van de evolutie van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de rangschikking van de ambten voor sommige sectoren van het paritair comité voor de socioculturele sector die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

§ 2. Bij wijze van afwijkingsmaatregel en betreffende de werknemers die op 31 december 2007 onder arbeidsovereenkomst aangeworven zijn, voor een betrekking bedoeld in artikel 9, 1° en 2°, kan de vereniging die niet voldoet aan de voorwaarden voor de rangschikking in een barematrap bedoeld in § 1, tweede en derde leden, die behouden tot het einde van de arbeidsovereenkomst van de betrokken werknemer, voor zover het ambt niet gewijzigd is.

Bij wijze van afwijkingsmaatregel, kunnen de verenigingen die meer dan één voltijds equivalente betrekking bedoeld in artikel 9, 1° en 2° genieten hoogstens 1/3 van die betrekkingen respectievelijk over de trappen 3 en 2 voor een maximumduur van 3 jaar rangschikken op voorwaarde dat dit rangschikkingsniveau werkelijk overeenstemt met het ambt dat door de werknemer wordt uitgeoefend en dat deze een kwalificerende opleiding volgt waardoor hij respectievelijk tot de trappen 4.1. en 3 toegang kan krijgen.

Art. 13. Om de subsidie te kunnen genieten, moet de vereniging, voor de betrekkingen die bij toepassing van dit decreet worden gesubsidieerd, de barema's in acht nemen die bepaald zijn in de collectieve arbeidsovereenkomst(en) van het paritair subcomité nr. 329.02 betreffende de barema's van de sectoren die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Bij gebrek aan een collectieve overeenkomst binnen het paritair subcomité nr. 329.02, voor de betrekkingen die gesubsidieerd worden bij toepassing van dit decreet, moet de vereniging in 2009 minstens 93,25 % van de barema's aan 100 % toepassen, zoals vermeld in bijlage 2 van de collectieve overeenkomst van 16 september 2002, gesloten binnen het paritair comité voor de socioculturele sector, tot bepaling van de rangschikking van ambten en van de bezoldigingsvoorwaarden voor de sectoren van het paritair comité voor de socioculturele sector die onder het Waalse Gewest ressorteren: de bedrijven voor vorming door arbeid, de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, de gewestcentra voor de integratie van personen van buitenlandse herkomst, de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en de centra voor beroepsopleiding en/of omscholing van de minder-validen die werden erkend door het Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen.

Als de vereniging niet onder dat subcomité ressorteert, moet ze minstens de barema's toepassen die bedoeld zijn in de eerste en tweede leden voor de betrekkingen die krachtens artikel 9, 1° en 2°, worden gesubsidieerd.

HOOFDSTUK III. — Nadere regels voor de toekenning

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 14. Op 1 januari 2008, is een punt 2.959,75 € waard.

De waarde van een punt wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven van de Franse Gemeenschap (gezondheidsindex), voor de eerste keer vanaf 1 januari 2009.

Vanaf 2010 kan de Regering de waarde van het punt bedoeld in het eerste lid verhogen.

Art. 15. Indien de vereniging in vereffening wordt gesteld, in staat van kennelijk onvermogen geraakt, beslist dat ze wordt ontbonden, of indien haar erkenning ingetrokken wordt bij toepassing van de sectorregeling, behoudt ze, als werkgeefster, haar rechten op de subsidie alleen om de vergoedingen te dekken voor de verbreking of de opzegging van de lopende arbeidsovereenkomsten, als ze in overeenstemming zijn met de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, voor een duur van hoogstens 6 maanden, onverminderd de gunstigere bepalingen die bij de sectorregelingen bepaald kunnen zijn.

De periode van 6 maanden gaat, naar gelang van het geval, in vanaf de datum van de rechterlijke beslissing, van de beslissing van de algemene vergadering of van die van de Minister.

Afdeling II. — Permanente personeelsleden

Art. 16. § 1. Met uitsluiting van de sportfederaties en onverminderd de gunstigere bepalingen bedoeld bij de sectorregelingen, geniet de vereniging, voor elke voltijds equivalente betrekking bedoeld in artikel 9, 1° :

- 1° In 2008, 10 punten en 2,5 bijkomende punten voor permanente personeelsleden;
- 2° Vanaf 2009, 10 punten en 4,75 bijkomende punten voor permanente personeelsleden.

§ 2. Voor elke voltijds equivalente betrekking bedoeld in artikel 9, 1°, geniet de vereniging een vaste vergoeding van ten minste 162,83 € bij wijze van tegemoetkoming in de uitgaven voor het sociaal secretariaat.

Die vergoeding wordt geïndexeerd volgens de nadere regels bedoeld in artikel 14, tweede lid, vanaf 1 januari 2009.

De sportfederaties behouden de vaste vergoeding bedoeld in § 2, eerste lid voor de betrekkingen die deze op 31 december 2007 genoten.

Afdeling III. — Ex-IBFT

Art. 17. De vereniging geniet, voor elke voltijdse equivalente betrekking, bedoeld in artikel 9, 2° :

- 1° 1 punt.
- 2° een vaste vergoeding van minstens 162,83 € bij wijze van tegemoetkoming in de uitgaven voor het sociaal secretariaat.

Die vergoeding wordt geïndexeerd volgens de nadere regels bepaald in artikel 14, tweede lid, vanaf 1 januari 2009.

Afdeling IV. — Betrekking die recht geeft op een bijkomende subsidie

Art. 18. De vereniging geniet, voor elke voltijds equivalente betrekking bedoeld in artikel 9, 3° :

1° in 2008, minstens 1,271 punten;

2° vanaf 2009, minstens 1,293 punten.

De Regering kan, voor elke voltijds equivalente betrekking, het aantal toegekende punten verhogen.

HOOFDSTUK IV. — Nadere regels voor de uitbetaling en de verantwoording

Art. 19. § 1. Vanaf 1 januari van elk jaar en voor zover de algemene uitgavenbegroting vooraf werd aangenomen, betaalt de Regering de in artikel 4 bedoelde subsidie in twee schijven uit :

1° de eerste schijf van 85 % wordt voor uiterlijk 31 maart van hetzelfde jaar uitbetaald;

2° na verificatie van het verantwoordingsdossier van het voorafgaande jaar, wordt de tweede schijf, dit is 15 %, gestort aan de verenigingen voor 15 december van hetzelfde jaar.

In afwijking van het eerste lid, wordt de in artikel 4 bedoelde subsidie, in het eerste jaar van de toepassing van het decreet, uiterlijk voor 15 december aan de verenigingen gestort.

§ 2. De Regering bezorgt de vereniging een afrekening van de subsidies die bij de uitbetaling van elke schijf werden toegekend.

Art. 20. De subsidie bedoeld in artikel 4 wordt verantwoord door de in aanmerking komende lasten, bepaald als volgt :

1° de bruto jaarlijkse bezoldiging zoals vermeld en opgenomen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in het kader van de multifunctionele aangifte onder de bezoldigingscodes 1, 7, 11 en 12;

2° het gewaarborgde loon dat niet onderworpen is aan de socialezekerheidsbijdragen ten laste van de werkgever, verschuldigd bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 12bis en 13bis van 26 februari 1979;

3° de eventuele eindejaarstoelage;

4° het dubbel vakantiegeld van de bedienden, verschuldigd krachtens de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971;

5° de socialezekerheidsbijdragen ten laste van de werkgever, verschuldigd op grond van de in aanmerking komende lasten bedoeld in 1° en 3°, met inbegrip van de jaarlijkse bijdrage bestemd voor de jaarlijkse vakantieregeling van de handarbeiders;

6° de werkgeverstegemoetkoming in de kosten voor de reizen van de woonplaats naar de arbeidsplaats, verschuldigd krachtens de collectieve overeenkomsten gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad en/of het paritair comité 329 voor de socioculturele sector en zijn subcomités bevoegd voor de sectoren bedoeld in artikel 2;

7° de verzekering tegen de arbeidsongevallen die door de werkgever moeten worden aangegaan krachtens de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

8° de kosten voor het sociaal secretariaat ten beloop van het bedrag dat in de artikelen 16, § 2, en 17, 2°, wordt vastgesteld.

De Regering kan de lijst van de in aanmerking komende lasten bedoeld in het eerste lid bijstellen of deze uitbreiden tot gegevens die van dezelfde aard zijn als deze die in het eerste lid vermeld zijn.

Art. 21. De in artikel 4 bedoelde subsidie, toegekend voor één jaar, wordt verantwoord door de uitgaven in verband met hetzelfde jaar.

Voor de jeugdorganisaties, wordt het deel van de subsidie dat uitgetrokken wordt op de sectorbegroting betreffende de permanente personeelsleden wordt verantwoord op grond van de periode bepaald in de sectorregeling.

Het aantal betrekkingen bedoeld in artikel 9, 1°, wordt verantwoord voor een volledig jaar. Bij gedeeltelijke tewerkstelling, is de subsidie bedoeld in artikel 16, § 1, verschuldigd op grond van de berekening van het tewerkstellingspercentage in verhouding tot een voltijds equivalent zoals bepaald door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en uitgelegd in artikel 2, 2°, g) van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen.

Art. 22. De vereniging verantwoordt eerst het deel van de subsidie toegekend voor een betrekking bedoeld in artikel 9, 1° op grond van de in aanmerking komende lasten betreffende dezelfde betrekking. De vereniging verantwoordt minstens 10 punten voor elk permanent voltijds equivalent. Het eventuele saldo wordt opgeteld bij de subsidiedelen toegekend voor de betrekkingen bedoeld in artikel 9, 2° en 3°.

De vereniging verantwoordt vervolgens de aldus gekregen som door :

1° het eventuele saldo van de in aanmerking komende lasten betreffende de betrekkingen bedoeld in artikel 9, 1°;

2° de in aanmerking komende lasten betreffende de andere betrekkingen als deze die bedoeld zijn in artikel 9, 1°, voor het aantal voltijdse equivalenten opgenomen in de geïnformateerde databank op 31 januari 2005 die aan de voorwaarden van het decreet voldoen, met aftrek van de structurele subsidies voor de tewerkstelling afkomstig uit een overheid, fondsen of voorzieningen voor subsidiëring van de tewerkstelling, bestemd voor die betrekkingen.

Ingeval de vereniging de aanwending van de subsidie niet verantwoordt, vordert het bestuur de niet verantwoorde bedragen terug door aftrek ervan op de subsidies van het lopende jaar.

In voorkomend geval, worden die bedragen bestemd voor de verhoging van het aantal punten bedoeld in artikel 18.

Art. 23. De vereniging deelt de Regering uiterlijk op 31 mei van het jaar volgend op het jaar gedurende hetwelk de subsidie geniet, de gegevens vermeld in de artikelen 20, 21 en 22 mee.

Voor de jeugdorganisaties, moet de vereniging die gegevens voor uiterlijk 30 september meedelen.

De Regering stelt het model van het verantwoordingsdossier vast.

HOOFDSTUK V. — *Toezicht op de naleving van de voorwaarden bepaald bij dit decreet*

Art. 24. Volgens de door de Regering nader bepaalde regels, levert de vereniging elk jaar het bewijs dat ze de voorwaarden vervult die door het decreet vastgesteld zijn, uiterlijk op 31 mei van het jaar volgend op het jaar gedurende hetwelk ze de subsidie geniet bij toepassing van het decreet.

TITEL IV. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 25. In de sector van de openbare leeuurvoorziening, wat betreft de netten samengesteld uit publiekrechtelijke en privaatrechtelijke bibliotheken, worden de betrekkingen die krachtens artikel 9 in aanmerking worden genomen, beperkt tot de betrekkingen bezet in de privaatrechtelijke bibliotheken zoals bedoeld in hun overeenkomst.

Wat betreft de bibliotheken die een programmaovereenkomst genieten krachtens een proefproject, worden de betrekkingen die krachtens artikel 9 in aanmerking worden genomen, beperkt tot de betrekkingen bezet in de privaatrechtelijke bibliotheken zoals bedoeld in hun overeenkomst.

Wat betreft de Verbonden van bibliotheken erkend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 december 1997 betreffende de beroepsverenigingen van bibliothecarissen en bibliotheken, worden de krachtens artikel 9, 3°, in aanmerking genomen betrekkingen deze waarvan de prestaties verricht worden in de aangesloten bibliotheken.

Art. 26. Iedere plaatselijke televisie geniet minstens één voltijds equivalent zoals bedoeld bij artikel 9, 1°.

De lokale televisiezenders behouden minstens het globale bedrag van de subsidies bedoeld bij artikel 9, 1° dat ze op 31 december 2007 genoten.

De federatie van de lokale televisiezenders geniet een voltijds equivalent bedoeld bij artikel 9, 1°, en de subsidies bepaald bij artikel 9, 2° en 3°.

Art. 27. Vanaf 1 januari 2008, wordt het aantal permanente personeelsleden per lokale televisiezender erkend op die datum bepaald als volgt :

Antenne Centre : 1;

Canal C : 1;

Canal Zoom : 2;

No Télé : 7;

RTC : 3;

Télé MB : 1;

Télésambre : 1;

Télévesdre : 1;

TV Com : 1;

Ma Télé (Vidéoscope) : 1;

TV Lux : 1;

Télé Bruxelles : 2.

Art. 28. Ieder erkende productie- en gastatelier en het atelier voor radiocreatie genieten één voltijds equivalent bedoeld bij artikel 9, 1°, en dit vanaf 1 juli 2008.

TITEL V. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 29. Artikel 8, 1° van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor openbare leeuurvoorziening, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° voor de openbare bibliotheken opgericht door de gemeenten, de provincies, de verenigingen van gemeenten en provincies, de agglomeraties of federaties van gemeenten, de Franse Gemeenschapscommissie en erkend door de Franse Gemeenschap, forfaitaire subsidies waarvan zij het aantal en het bedrag bepaalt volgens criteria die zij vaststelt als tegemoetkoming in de bezoldiging van het technisch en leidend personeel.

Voor de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken, permanente personeelsleden waarvan zij het aantal bepaalt en voor wie de betrokken verenigingen en stichtingen subsidies genieten volgens de nadere regels bepaald bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap ».

Art. 30. In artikel 42 van het besluit van 14 maart 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie van de openbare dienst voor leeuurvoorziening, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, worden de woorden « aan de erkende plaatselijke, hoofd-, centrale, speciale en rondreizende openbare bibliotheken » vervangen door de woorden « aan de openbare bibliotheken opgericht door de gemeenten, de provincies, de verenigingen van gemeenten en provincies, de agglomeraties of federaties van gemeenten, de Franse Gemeenschapscommissie en erkend door de Franse Gemeenschap »

2° Er wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken, kent de Minister permanente personeelsleden toe waarvan het aantal bepaald wordt bij de artikelen 47, 50, 51, 52, 53 en voor wie de betrokken verenigingen en stichtingen subsidies genieten volgens de nadere regels bepaald bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. De Minister kent een gelijk aantal forfaitaire werkingssubsidies toe waarvan het bedrag in het eerste lid bepaald wordt. ».

Art. 31. Artikel 44, derde lid, van het besluit van 14 maart 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Voor de openbare bibliotheken opgericht door de gemeenten, de provincies, de verenigingen van gemeenten en provincies, de agglomeraties of federaties van gemeenten, de Franse Gemeenschapscommissie en erkend door de Franse Gemeenschap, wanneer de inrichtende macht enkel gedeeltelijk bijdraagt tot de loonlasten van het personeel, zoals bedoeld bij artikel 40, § 1, mogen de forfaitaire subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van het technisch of leidend personeel niet hoger oplopen dan de uitgaven die werkelijk door de inrichtende macht werden besteed, ongeacht het aantal leden van dit personeel. ».

Art. 32. Artikel 7, tweede lid, van het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het bedrag, de nadere regels voor de toekenning, de uitbetaling en de verantwoording van de jaarlijkse subsidie bedoeld in het eerste lid, worden krachtens het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, bepaald. ».

Art. 33. In artikel 8, § 2, 1°, van het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt, worden de woorden « het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen » vervangen door de woorden « het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. ».

Art. 34. De artikelen 7, 2°, 8 en 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen, worden opgeheven.

Art. 35. In artikel 10, tweede lid van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2 wordt vervangen door « personeel in dienst te nemen waarvan een percentage, bepaald door de Regering, animatiepersoneel is met bevoegdheden die erkend zijn overeenkomstig de bepalingen genomen door de Regering, om de opdrachten te vervullen bepaald door dit decreet en hun programmaovereenkomst uit voeren. ».

2° punt 3 wordt geschrapt.

Art. 36. Artikel 27bis van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 27bis. De in de zin van dit decreet erkende culturele centra ontvangen subsidies voor de tewerkstelling overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, waaronder de subsidie bedoeld bij artikel 16 voor een permanent animator-director.

Wanneer de animator-director door de gemeente krachtens artikel 26 ter beschikking wordt gesteld, genieten de erkende culturele centra de subsidie voor de tewerkstelling bedoeld bij artikel 9, 1° niet. ».

Art. 37. In artikel 44 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, 1°, wordt littera *a*) vervangen door de volgende bepaling : « *a*) ongeacht het niveau waarin het vierjarenactieplan is erkend, een subsidie voor een permanent voltijds equivalent zoals bepaald in het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap »;

2° In § 1, eerste lid, 1°, wordt littera *f*) vervangen door de volgende bepaling : « *f*) desgevallend, een subsidie voor een bijkomend permanent voltijds equivalent zoals bepaald in het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap »;

3° In § 1, eerste lid, 1°, wordt littera *g*) vervangen door de volgende bepaling : « *g*) desgevallend, een subsidie voor een ander permanent voltijds equivalent zoals bepaald in het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap »;

4° In 2°, wordt littera *a*) vervangen door de volgende bepaling : « *a*) een subsidie voor een permanent halftijds personeelslid zoals bepaald in het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap ».

Art. 38. Het vierde lid van artikel 49 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het bedrag, de nadere regels voor de toekenning, de uitbetaling en de verantwoording van de subsidies bedoeld bij artikel 44, § 1, eerste lid, 1°, *a*), *f*), *g*) en 2° *a*) worden door het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, bepaald. ».

Art. 39. De artikelen 9 tot 15 van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Sectie 1. — De subsidies aan verenigingen die erkend zijn voor onbepaalde duur

Art. 9. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, verleent de Regering aan elke erkende vereniging :

1. een jaarlijkse forfaitaire subsidie voor activiteiten, verbonden aan de voorlegging, door de vereniging, van een meerjarenproject met een duur van vijf jaar dat overeenstemt met het actiedomein of de actiedomeinen die gedekt worden door de vereniging;

2. een jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie;

3. indien de vereniging een actiegebied dekt van minstens een provincie of een gewest waarvan het aantal inwoners minstens gelijk is aan het aantal dat bepaald werd door de Regering, een jaarlijkse vaste subsidie voor de tewerkstelling.

Art. 10. Het bedrag van de subsidies bedoeld bij artikel 9, 1°, wordt berekend door aan de verenigingen een forfaitair aantal activiteitspunten toe te kennen dat varieert in functie van de categorie waarin de vereniging ingeschreven staat.

De Regering bepaalt de waarde van het activiteitspunt.

Bovendien, bepaalt de Regering de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die toegang bieden tot elk van deze categorieën. Deze criteria zijn afhankelijk van de elementen bedoeld bij artikel 3, 1°, vijfde lid, bij artikel 3, 2°, vijfde lid, bij artikel 3, 3°, zevende lid, en bij artikel 3, 4°, vierde lid.

De categorieën zijn de volgende :

1° Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4, in het kader van het actiedomein 1 :

1) Voor de verenigingen waarvan de territoriale impact van de activiteiten verwezenlijkt wordt op een grondgebied waarvan het minimum aantal inwoners bepaald wordt door de Regering, met een minimum van 50 000 inwoners of, voor de streken van minstens 75 inwoners per vierkante kilometer, op een grondgebied van minstens zes gemeenten, worden vier forfaitaire categorieën opgericht :

- a) 10 activiteitspunten;
- b) 15 activiteitspunten;
- c) 20 activiteitspunten;
- d) 25 activiteitspunten.

2) Voor de verenigingen waarvoor de territoriale impact van de activiteiten verwezenlijkt wordt over het geheel van het grondgebied van de Franse Gemeenschap, worden drie forfaitaire categorieën opgericht :

- a) 25 activiteitspunten;
- b) 35 activiteitspunten;
- c) 60 activiteitspunten.

2° Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 5 in het kader van het actiedomein 1 :

1) Voor de verenigingen met drie tot vijf aangesloten afhankelijke verenigingen, worden drie forfaitaire categorieën opgericht :

- a) 70 activiteitspunten;
- b) 95 activiteitspunten;
- c) 120 activiteitspunten.

2) Voor de verenigingen met zes tot acht aangesloten afhankelijke verenigingen, worden drie forfaitaire categorieën opgericht :

- a) 145 activiteitspunten;
- b) 170 activiteitspunten;
- c) 195 activiteitspunten.

3) Voor de verenigingen met negen en meer aangesloten afhankelijke verenigingen, worden drie forfaitaire categorieën opgericht :

- a) 220 activiteitspunten;
- b) 245 activiteitspunten;
- c) 270 activiteitspunten.

3° Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4 of artikel 5 in het kader van het actiedomein 2, worden drie forfaitaire categorieën opgericht :

- a) 15 activiteitspunten;
- b) 30 activiteitspunten;
- c) 45 activiteitspunten.

4° Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4 of artikel 5 in het kader van het actiedomein 3, worden twee forfaitaire categorieën opgericht :

- a) 20 activiteitspunten;
- b) 30 activiteitspunten.

5° Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4 of artikel 5 in het kader van het actiedomein 4, wordt 1 forfaitaire categorie opgericht : 20 activiteitspunten.

6° Voor de verenigingen erkend in het kader van verschillende actiedomeinen, worden de verschillende forfaitaire categorieën waarop zij recht hebben, toegevoegd bij de berekening van de forfaitaire categorieën bedoeld bij artikel 9, eerste lid.

§ 2. Bij wijze van uitzondering op § 1, voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4 in het kader van het actiedomein 1 bedoeld bij artikel 3, en waarvan de territoriale impact de Gemeente, het dorp of de wijk is, bepaalt de Regering drie forfaitaire categorieën. De Regering bepaalt ook de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die toegang bieden tot elk van deze categorieën. Deze criteria zijn afhankelijk van de elementen bedoeld bij artikel 3, 1°, vijfde lid.

§ 3. De subsidies toegekend door de Franse Gemeenschap krachtens artikel 9, 1°, worden toegekend ter uitvoering van een programmaovereenkomst voor een duur van vijf jaar. De Regering, bepaalt, op voorstel van de Raad, het model van de programmaovereenkomst.

Het bevat minstens :

— de inhoud van het meerjarenproject voorgelegd door de vereniging, met name het globale strategische plan van de vereniging met zijn doelstellingen en de middelen om deze laatste te verwezenlijken;

— de herhaling van de aan de vereniging toegekende bedragen die verbonden zijn aan de erkenning ervan krachtens dit decreet;

— de nadere regels en de procedure voor de herziening van de programmaovereenkomst;

— de nadere regels en de procedure voor het toezicht op en de evaluatie van de uitvoering van de programmaovereenkomst;

De nadere regels en de procedure voor de evaluatie van de programmaovereenkomst worden door de Regering overeenkomstig hoofdstuk IV van dit decreet bepaald.

Art. 11. Het bedrag van de subsidies bedoeld bij artikel 9, tweede lid, wordt als volgt berekend :

1° Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4 in het kader van het actiedomein 1 bedoeld bij artikel 3, en waarvan de territoriale impact van de activiteiten de gemeente, het dorp of de wijk betreft, bepaalt de Regering drie categorieën van forfaitaire categorieën. De Regering bepaalt ook de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die toegang bieden tot elk van deze categorieën. Deze criteria zijn afhankelijk van de elementen bedoeld bij artikel 3, 1°, vijfde lid.

2° Voor alle andere verenigingen erkend krachtens artikel 4 of artikel 5, stemt het forfaitaire bedrag, met een maximum waarde van 105.083,25 euro, overeen met 50 procent van de waarde van het forfaitaire bedrag vastgesteld bij artikel 10.

Art. 12. § 1. De subsidie bedoeld bij artikel 9, derde lid, wordt berekend door aan de vereniging een aantal permanente personeelsleden toe te kennen dat verandert in functie van het totale aantal activiteitenpunten toegekend krachtens artikel 10.

Voor elk voltijds equivalent geniet de vereniging tien punten permanente tewerkstelling en acht bijkomende punten voor permanente personeelsleden.

De verenigingen die erkend zijn krachtens dit decreet in een van de categorieën bedoeld bij artikel 10, die op 31 december 2007 een gunstigere forfaitaire subsidie voor de tewerkstelling genoten, behouden deze subsidie.

Het bedrag, de nadere regels voor de toekenning, de uitbetaling en de verantwoording van de subsidie worden bepaald door het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap.

Het aantal permanente personeelsleden wordt bepaald als volgt :

- voor 10 en 15 activiteitenpunten : 0,50 permanent VE (voltijds equivalent)
- voor 20 en 25 activiteitenpunten : 1,00 permanent VE
- voor 30 en 35 activiteitenpunten : 1,50 permanent VE's
- voor 40 activiteitenpunten : 2,00 permanente VE's
- voor 45 en 50 activiteitenpunten : 2,50 permanente VE's
- voor 50 en 55 activiteitenpunten : 3,00 permanente VE's
- voor 65 en 70 activiteitenpunten : 3,50 permanente VE's
- voor 75 en 80 activiteitenpunten : 4,00 permanente VE's
- voor 90 activiteitenpunten : 5,00 permanente VE's
- voor 105 activiteitenpunten : 5,50 permanente VE's
- voor 110 en 115 activiteitenpunten : 6,00 permanente VE's
- voor 120 en 125 activiteitenpunten : 6,50 permanente VE's
- voor 130 activiteitenpunten : 7,00 permanente VE's
- voor 135 en 140 activiteitenpunten : 7,50 permanente VE's
- voor 145 en 150 activiteitenpunten : 8,00 permanente VE's
- voor 155 en 160 activiteitenpunten : 8,50 permanente VE's
- voor 165 en 170 activiteitenpunten : 9,00 permanente VE's
- voor 175 activiteitenpunten : 9,50 permanente VE's
- voor 180 en 185 activiteitenpunten : 10,00 permanente VE's
- voor 190 en 195 activiteitenpunten : 10,50 permanente VE's
- voor 200 en 205 activiteitenpunten : 11,00 permanente VE's
- voor 210 en 215 activiteitenpunten : 11,50 permanente VE's
- voor 220 activiteitenpunten : 12,00 permanente VE's
- voor 225 en 230 activiteitenpunten : 12,50 permanente VE's
- voor 235 en 240 activiteitenpunten : 13,00 permanente VE's
- voor 245 en 250 activiteitenpunten : 13,50 permanente VE's
- voor 255 en 260 activiteitenpunten : 14,00 permanente VE's
- voor 265 activiteitenpunten : 14,50 permanente VE's
- voor 270 en 275 activiteitenpunten : 15,00 permanente VE's
- voor 280 en 285 activiteitenpunten : 15,50 permanente VE's
- voor 290 en 295 activiteitenpunten : 16,00 permanente VE's
- voor 300 en 305 activiteitenpunten : 16,50 permanente VE's
- voor 310 activiteitenpunten : 17,00 permanente VE's
- voor 315 en 320 activiteitenpunten : 17,50 permanente VE's
- voor 325 en 330 activiteitenpunten : 18,00 permanente VE's
- voor 335 en 340 activiteitenpunten : 18,50 permanente VE's
- voor 345 en 350 activiteitenpunten : 19,00 permanente VE's
- voor 355 activiteitenpunten : 19,50 permanente VE's
- voor 360 en 365 activiteitenpunten : 20,00 permanente VE's.

§ 2. Bij wijze van uitzondering op § 1, kunnen de verenigingen bedoeld bij artikel 10, 1°, 1), a), van een forfaitaire subsidie genieten voor specifieke activiteiten voor een bedrag equivalent aan de subsidie voor de tewerkstelling bedoeld bij § 1, op de volgende voorwaarden :

1° Geen personeel aanwerven bezoldigd overeenkomstig een arbeidsovereenkomst onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° Deze vragen bij het indienen van de aanvraag tot erkenning.

De verenigingen die ressorteren onder het eerste lid kunnen geen subsidies voor tewerkstelling genieten.

Deze maatregel is van toepassing minstens het eerste jaar van de programmaovereenkomst bedoeld bij artikel 10, § 3.

Indien de vereniging van het voordeel van de toepassing van deze paragraaf wenst af te zien, dient zij daartoe een aanvraag in minstens drie maanden voor het begin van het kalenderjaar gedurende hetwelk deze afstand in werking treedt. Elk verzaken in de zin van deze paragraaf is onomkeerbaar.

Voor de verenigingen die onderhevig zijn aan het eerste lid, worden de subsidies bedoeld bij artikel 9, 1° en 2°, berekend op basis van het forfaitaire bedrag voor de activiteiten bedoeld in het eerste lid.

Art. 13. De bedragen van de subsidies bedoeld bij de artikelen 9, 1° en 2°, 10, en 11 worden jaarlijks geïndexeerd op basis van de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven van de Franse Gemeenschap (gezondheidsindexcijfer) en dit, voor de eerste keer vanaf 1 januari 2009.

Art. 14. Vanaf de eerste januari van ieder jaar, en voor zover de algemene uitgavenbegroting tevoren werd aangenomen, beschikt de Regering over maximum zes maanden om de bij artikel 9, 1° en 2° bedoelde subsidies uit te betalen.

Deze subsidies worden toegekend voor een kalenderjaar.

De Regering bepaalt de nadere regels van de verantwoording.

Sectie 2. — Subsidies aan voorlopig erkende verenigingen

Art. 15. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kent de Regering aan de verenigingen die voorlopig erkend zijn overeenkomstig artikel 6 een forfaitaire subsidie toe voor hun activiteiten.

§ 2. Deze subsidie maakt het voorwerp uit van een overeenkomst, voor een duur van maximum twee jaar, eenmaal hernieuwbaar, ingeval van verlenging van de voorlopige erkenning. Deze is gelijkwaardig aan de subsidie bepaald bij artikel 9, 1°, berekend overeenkomstig artikel 10.

§ 3. De Regering stelt, op voorstel van de Raad, het model van deze overeenkomst vast.

Het bevat minstens :

- de beschrijving van de activiteiten van de vereniging die het voorwerp uitmaken van de overeenkomst;
- de perspectieven en doelstellingen van ontwikkeling van de vereniging in het kader van de actiedomeinen bepaald bij artikel 3 waarvoor zij een erkenning heeft aangevraagd en in het kader van de categorieën bepaald door de Regering;

- de regels voor de uitbetaling van de volgende subsidies : 85 procent van de subsidie zal uitbetaald worden tijdens het eerste kwartaal van het lopende jaar; de overige 15 procent zal uitbetaald worden tijdens het eerste kwartaal van het volgende jaar, op voorlegging van de bewijsstukken en de rekeningen en balansen van de vereniging afgesloten op 31 december van het voorbije jaar;

- de nadere regels en de procedure van herziening van de overeenkomst;

- de nadere regels en de procedure van controle en evaluatie over de uitvoering van de overeenkomst.

§ 4. De nadere regels en de procedure voor de evaluatie van de overeenkomst worden door de Regering bepaald overeenkomstig de artikelen 20 en 21.

§ 5. De Regering bepaalt het percentage van de begroting dat zij jaarlijks toekent met het oog op de toepassing van dit artikel. »

Art. 40. Artikel 23 van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 23. Indien een krachtens dit decreet erkende vereniging of gesubsidieerde vereniging in vereffening gesteld wordt of haar activiteiten stopzet of niet meer aan de voorwaarden voldoet om het voordeel van de erkenning te behouden, wordt elke erkenning en elke subsidie onmiddellijk ingetrokken, met uitzondering van de subsidies bedoeld bij artikel 9, 3°, en dit, op de voorwaarden bepaald bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. »

Art. 41. Bij wijze van overgangsmaatregel, hebben de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen die erkend werden als openbare bibliotheken, tot 31 december 2009 de tijd om zich naar artikel 10, 2°, van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, te schikken.

Art. 42. Het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen, wordt opgeheven.

Art. 43. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

Een evaluatie van de tenuitvoerlegging van het decreet zal door de Regering ten laatste tegen 31 december 2009 gebeuren, na het advies van de sociale partners te hebben genomen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 oktober 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President,

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President,

Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,

M. TARABELLA